

Le nouveau mandat à peine débuté et déjà le calendrier social déborde de toutes parts et les élus sont déjà écrasés sous le poids des dossiers, réunions, commissions et négociations qui s'empilent.

En supprimant l'instance de juillet, on rentre tout au chaussepied et pourtant rien ne permet d'affirmer que deux jours suffiront pour aborder toutes ces questions.

Tout cela n'est pas très respectueux pour le mandat des élus qui ont par ailleurs un métier à assumer.

Notre liminaire se bornera donc à appeler l'attention sur certains points cruciaux...

La menace de suppression de la contribution à l'audiovisuel public (CAP, ex-redevance) est un vrai sujet d'inquiétude et nous avons besoin que la direction soit à nos côtés pour défendre l'indépendance du réseau dans l'audiovisuel public.

Si on fait un focus sur la régionalisation ou ce qu'il en reste : hyper proximité, terme choisi par la direction pour cacher un mot désormais poussiéreux, le constat est tout autant alarmant et notre désillusion sur ce sujet est immense.

Lors du dernier CSE Central, Stéphane Sitbon-Gomez, qui supervise le projet, a clairement évoqué un rapprochement avec les 44 stations locales de Radio France. Il a parlé aussi de redéploiement des postes gelés ou cachés par des directions régionales soucieuses de les garder jalousement au fond d'un tiroir de peur de se les faire dérober.

Quand aurons-nous un tableau lisible de tous les ETP avec la correspondance par métier pour chaque région au regard des départs en RCC ?

Il est question aussi de revoir le dispositif de maillage territorial pour - citons le n°2 de France TV - "remplir les angles morts", ces territoires ruraux qui seraient délaissés par les BRI au profit des grandes métropoles.

M. Martinetti, nous avons besoin de réponses claires et concises sur ces propos qui ne lassent pas de nous interroger.

La santé des salariés, vous le savez, est au cœur de nos préoccupations mais aussi des vôtres, votre obligation de sécurité à notre égard n'est pas une option.

Pourtant, le rapport Secafi sur la fabrique de Bordeaux est accablant par la somme de constats désolants qu'il dresse dans la gestion désastreuse de salariés qui vivent un sentiment d'abandon.

Toutes les cases y sont cochées pour le concours du plus grand nombre de RPS dans un même collectif de travail.

Nous avons le sentiment d'être dans un trou d'air, un entre-deux réformes prévues de longue date pour nous essorer encore. La mise en place prend un peu plus de temps que prévu et dans plusieurs métiers les postes sont gelés dans tout le réseau.

Les métiers de scriptes, par exemple, que vous avez prévus de faire évoluer avec l'arrivée de l'assistant de production. Cela entraîne une pénurie de scriptes qui dure, faute de vivier et de formations sur site. Les RP de France 3 Limousin viennent justement de déposer une alerte pour danger grave et imminent suite à cette pénurie de scriptes qui était pourtant prévisible. D'autres antennes ont dû se résoudre à des JT communs avec leurs voisins faute de scripte, comme ce fut le cas en Côte d'Azur. Et cela sans aucun regret de la part de la direction.

On retrouve ce même décalage à la fois dans le suivi du projet de proximité, quasiment à l'arrêt, et aussi dans le bilan du plan de formation. Les grandes lignes stratégiques développées par la direction viennent totalement contredire une réalité dans les antennes qui se comptent en « moins » tous les jours et en engagements non tenus.

Vous juriez la main sur le cœur, il y a encore quelques mois, que les installations de France Bleu dans les locaux de France 3 n'étaient qu'un hasard, une opportunité de bâtiment, pourtant toutes les pistes explorées par notre tutelle ne parlent même plus de rapprochement, mais plutôt de fusion, on comprend aisément que la manœuvre a commencé depuis longtemps.

Nous aimerions vous entendre dire que nous savons où nous allons, que la route est tracée, que les financements sont présents, pérennes et garantissent notre indépendance garante de notre démocratie. Mais même avec votre vocabulaire très inventif en novlangue ce n'est pas possible.

Nous sommes fragilisés comme jamais et dans une incertitude totale. Ce liminaire est donc forcément un peu amer, et nous nous souhaitons du courage pour sauver notre bien commun.

Paris, le 15 juin 2022